

Projet : Promotion du Développement Durable par les Indications Géographiques (PRODDIG)

Responsable du projet

Nom :	Sylvander	Etablissement / département / unité :
Prénom :	Bertil	
Titre ou grade	Directeur de Recherches 05 61 28 55 15 sylvander@toulouse.inra.fr	INRA – SAD - SICOMOR
Tel:		UMR - ARCHE
Fax:		Adresse:
e-mail:		Chemin de Borde rouge 31326 Castanet Tolosan Cedex Directeur d'unité : Michel Duru

Equipes de recherche participantes:

	Correspondant principal dans le projet	Titre ou grade . discipline	Etablissement / Département /Unité	Directeur d'unité
1	B. Sylvander	DR2 / économie	INRA - UMR – ARCHE - Unité Sicomor	M. Duru
2	F. Casabianca	IR1 / zootechnie	INRA - LRDE (Laboratoire de Recherches sur le Développement de l'Elevage)	R. Bouche
3	F. Roncin	Délégué Général INAO	INAO - Service Etudes et statistiques	P. Mir et F. Roncin
4	J.B. Coulon	DR2 Zootechnie	INRA - URH (Unité de Recherches sur les Herbivores)	J.B. Coulon
5	J.P. Garel	IR Zootechnie	INRA - Domaine expérimental de Marcenat	J.P. Garel
6	M.C. Montel	DR Microbiologie	INRA - URF (Unité de Recherches Fromagères)	M.C. Montel
7	E. Engel	CR Biochimie	INRA - QuaPA (Qualité des produits animaux)	J.P. Renou
8	S. Buchin	CR / biochimie	INRA - URTAL (Unité de Recherche technologie et analyses laitières)	J.L. Le Quéré
9	E. Baeza	IR / Nutrition	INRA - SRA (Station de Recherches Avicoles)	Y. Nys
10	R. Dumont	PR Zootechnie	ENESAD - SEQAV (Systèmes d'Elevage et Qualité des Animaux à Viande)	R. Dumont
11	C Hurtaud	IR Nutrition	INRA - UMR Production Laitière	J.L. Peyraud
12	C. Sumont-Rossé	Psychologie cognitive	INRA/ENESAD - UMR FLAVIC	E. Guichard
13	J.M. Touzard	CR1 / économie	INRA - UMR Innovation (ACTIV, Qualiter, Cirad)	F. Dreyfus
14	G. Giraud	Pr : Marketing	ENITAC - Elevage et productions des ruminants Typicité des produits alimentaires	B. Rémond G. Giraud
15	G. Barbeau	IR2 / Agronomie	INRA – SAD - UMT Vigne et Vins	G. Barbeau
16	A. Smith	Sciences politiques	Université de Bordeaux CERVL- Sciences Po UMR 5116	V. Hoffmann-Martinot
17	L Bérard	CR / ethnologie	CNRS - UMR EAE (Ecoanthropologie et ethnobiologie)	S. Bahuchet
18	E. Verrier	Génétique	INAPG- UMR Génétique et diversité animale	M. Tixier-Boichard

Résumé

Le projet PRODDIG vise à produire des connaissances scientifiques sur les conditions à travers lesquelles les indications géographiques (IG) peuvent contribuer à une perspective de développement durable. Ce thème, tout en s'appuyant sur de nombreux travaux antérieurs, correspond à un renouvellement profond des travaux sur de tels objets.

En effet, les IG ont constitué, particulièrement en France, une réponse anticipée aux risques liés à la délocalisation des activités, à la banalisation des modes de consommation et à la perte de repères accompagnant l'urbanisation des sociétés. Cette réponse, d'abord portée par les opérateurs locaux et leurs organisations (syndicats, interprofessions), a suscité des travaux de recherche centrés sur la compréhension des systèmes techniques de production et d'élaboration, puis sur l'accompagnement de ces constructions originales (par exemple, les travaux précurseurs sur le Beaufort). Au cours des années 90, l'INRA et l'INAO (établissement public en charge des IG pour la France) ont décidé de mieux coordonner leurs efforts (dans deux AIP successives) pour produire des connaissances scientifiques destinées à conforter les AOC et les IGP qui sont les deux formes d'IG bénéficiant d'un régime communautaire de protection. Les résultats obtenus forment un socle d'acquis pour le présent projet.

Cependant, la perspective ouverte par le développement durable ré-interroge cet ensemble de connaissances dans la mesure où il ne s'agit plus seulement de se préoccuper des conditions de pérennité des IG telles qu'elles se sont construites au cours du temps, mais bien d'analyser finement en quoi et comment elles pourraient contribuer au développement durable. Ce qui signifie que c'est loin d'aller de soi, tant dans la réalité actuelle des IG et de leurs dynamiques propres que dans les connaissances disponibles ou devant être produites. Comment assurer que les IG deviennent progressivement des leviers pour les transmissions inter-générationnelles des ressources et des savoirs, qu'elles assurent à la fois une production de valeur et une équité sociale, qu'elles préservent et entretiennent des équilibres dynamiques des éco-systèmes dans lesquels elles sont encastrées ? Quelles sont les connaissances scientifiques nécessaires à ces évolutions ? Le projet PRODDIG est une réponse à ces questionnements, élaborée en tenant compte des acquis mais surtout en repérant de nouveaux objets et de nouvelles disciplines à mobiliser. Ainsi, aux disciplines plus « traditionnellement » associées au thème comme l'agronomie, la zootechnie, la technologie et l'économie, viennent s'associer les sciences de l'environnement, l'anthropologie et la sociologie aussi bien que la politologie.

Outre la poursuite et l'approfondissement de travaux demeurant pertinents (tels que les aspects technologiques ou les dimensions économiques), le projet comprend ainsi des explorations suscitées par la perspective du développement durable. Soulignons, parmi elles, l'approche des savoirs et savoir-faire, la gestion des ressources naturelles et en particulier des ressources génétiques, les questions d'impacts environnementaux et territoriaux, les compétences des consommateurs – connaisseurs, les compatibilités entre les diverses politiques publiques. Le dispositif du projet se déploie selon les familles d'objets de recherche et les explorations programmées. Ainsi, les groupes de travail (GT) sont au nombre de 5 :

- le GT1 concerne les savoirs et la culture technique, les processus bio-techniques sous-jacents et leur intégration dans les règles collectives,
- le GT2 analyse les impacts environnementaux et territoriaux en visant la production d'indicateurs permettant leur gestion,
- le GT3 approche les moyens et les conditions de la gouvernance territoriale en relation avec la gestion des ressources,
- le GT4 étudie les relations entre IG et phénomènes de consommation (experte ou non), en explorant les compétences qui leur sont associées,
- le GT5 s'intéresse aux diverses politiques publiques (sanitaire, concurrence, environnement et information du consommateur), à leurs régulations et aux médiations intersectorielles.

Le projet PRODDIG rassemble, dans cette optique, un nombre important d'équipes de recherche dont la plupart se connaissent déjà auparavant, de façon partielle, mais qui se retrouvent associées pour la première fois dans un tel dispositif.

Les chantiers de recherche ont été retenus en fonction des acquis de travaux antérieurs et de leur pertinence sur ces questions. En effet, on ne peut espérer créer à chaque fois ex nihilo des dispositifs opérationnels pour du travail participatif entre chercheurs et acteurs locaux. Cependant, certains chantiers sont eux aussi exploratoires (approche des valeurs paysagères, des savoir-faire, de certaines ressources génétiques).

L'animation et la coordination du projet représentent un effort soutenu de la part du collectif : des séminaires pléniers et par GT scandent le déroulement temporel des 3 années, permettant de mesurer les avancées partielles autant que de les confronter et de les partager de façon élargie. Des apports de spécialistes extérieurs au projet sont programmés de façon à mieux appréhender collectivement les enjeux du développement durable et ainsi, à constituer une communauté scientifique capable de les affronter dans la poursuite des travaux.

3- DESCRIPTION DU PROJET

A. Problématique et objectifs scientifiques poursuivis (indiquer notamment, en l'argumentant, le positionnement par rapport au développement durable et aux repères QPDI de l'appel à propositions de recherche)

Le présent projet se focalise sur la **contribution des produits et filières sous Indications Géographiques au Développement Durable**, l'hypothèse majeure étant que, dans certaines conditions à définir, les IG sont susceptibles d'apporter une plus value en termes de Développement Durable et que les connaissances générées sur ce phénomène peuvent avoir une portée générale en termes scientifiques, accentuant ainsi le caractère exemplaire de ce mode de qualification des biens. S'il s'inscrit dans la continuité des deux programmes de recherche menés (sous forme d'Action incitatives Programmées) conjointement entre l'INRA et l'INAO depuis 1993, il entend cependant prendre une inflexion majeure dans le sens de l'analyse de la contribution des IG au Développement Durable. Il s'articulera en outre étroitement avec plusieurs projets européens (« SINERGI », coordonné par B. Sylvander et « TYPIC », coordonné par G. Giraud). Il est partie prenante de réseaux européens (DOLPHINS) et pourra s'articuler étroitement avec des projets PSDR (et des programmes de R&D régionaux).

Les enjeux d'une recherche interdisciplinaire sur les IG

Sous l'angle de l'intérêt et de la décision privée, il s'agit d'abord pour les acteurs portant les IG de contribuer au développement des filières qui se reconnaissent dans ce concept. Cela passe entre autres par la l'explicitation des mécanismes expliquant la typicité des produits, la compréhension du rôle des savoirs humains, la compréhension des attitudes et comportements des consommateurs et des clientèles de ces produits, de leurs effets sur la segmentation des marchés, sur la diffusion des produits et la stabilité de leurs marchés. Ici, l'angle de vue assumé est celui du développement autocentré, en ce qu'il est supposé entretenir les fonds de l'activité agricole et agro-alimentaire et les capacités dont elle dépend (Godard et Hubert, 2003). On peut ici se référer principalement au volet « viabilité économique » du développement durable, en ce qu'elle concerne la survie des acteurs économiques eux mêmes.

Pour progresser dans cette voie, les enjeux principaux de production de connaissances scientifiques concernent des objets encore peu étudiés tels que les savoirs et savoir-faire dans leurs dimensions de culture technique et dans leurs conditions de transmission inter-générationnelle, les ressources – en particulier génétiques – pour lesquelles la gestion collective est à inscrire dans des démarches de patrimonialisation (comment gérer pour à la fois en user et être capables de les transmettre) de même que les questions de droits d'usage et de conditions d'usage (comment s'assurer d'une équité et de non-discrimination dans la désignation des ayants-droit). Les attentes et les apprentissages de « consommateurs-connaisseurs » seront également étudiés, de façon à mieux analyser ce qui se joue dans leurs compétences en termes d'évolution des modèles de consommation et de prise en compte de ces évolutions par les collectifs de producteurs.

Sous l'angle de l'intérêt et de la décision publics, les IG représentent, en France, en Europe et dans le monde, un enjeu majeur en terme de développement durable. Les IG peuvent en effet être considérées comme inscrites dans les territoires à plusieurs titres : par la définition de leurs conditions de production, par les acteurs du « terroir » qui les produisent, les vendent et en déterminent la typicité (voir Casabianca, Sylvander et al., 2005) et par la réservation de leur nom géographique. Cette inscription peut avoir plusieurs justifications publiques, qui dépendent de conditions pas toujours réalisées, mais cohérentes en termes de projet. Outre la *viabilité économique*, qui concerne les acteurs eux mêmes, les IG sont supposées contribuer à l'*équité sociale*, en ce qu'elles sont susceptibles de maintenir et développer la production et les filières de produits, de contribuer au développement territorial par les activités spécifiques des GI, par effet d'entraînement sur l'économie locale (tourisme, activités connexes, etc.) et sur le patrimoine et enfin par une réponse adéquate aux demandes sociétales (paysages, bien-être animal, commerce équitable). Enfin les IG peuvent être porteurs de *durabilité écologique* par le maintien de la biodiversité (animale et végétale) et une meilleure contribution à la lutte contre les pollutions de toutes sortes (eaux, air, odeurs). Tout ceci ne signifie en rien que les IG – dans leur totalité – correspondent effectivement à ces critères et une part de nos travaux de terrain va consister à identifier ce qu'il en est en situation réelle, à partir de critères mobilisant à la fois les catégories des acteurs locaux et les repères produits par les chercheurs.

Enfin, la voie empruntée de longue date par les IG est celle de la gestion publique d'une réservation de l'utilisation de noms géographiques, qui, associée aux marques privées, résume leur apport spécifique à ces attentes publiques. Il s'agit donc d'un enjeu majeur de politique publique, du même ordre que celui de la multifonctionnalité. A ce titre, les IG font l'objet de négociations dans le cadre du millenium round (accords ADPIC). Parallèlement à cette politique spécifique liée au droit de la propriété intellectuelle, il apparaît que les politiques publiques sont toutes plus ou moins concernées par les IG : réglementation de la concurrence, politique agricoles, politique des normes sanitaires, politique de l'information et de la protection du consommateur, etc.. Leurs contradictions et leurs zones de convergence sont à ce titre des questions cruciales. Ceci constitue un apport original de notre projet dans la mesure où l'approche des politiques et de leurs possibles effets pervers n'a été que peu étudié jusqu'ici.

B. «Etat de l'art» du sujet et de la problématique abordés ; contribution scientifique originale du projet, et apport des différentes disciplines au projet

Tout au long du siècle dernier, les différents ordres de légitimité des IG ont dépendu des évolutions contingentes de la société (Sylvander, Allaire et al., 2005). A ce titre, leur processus de qualification est issu d'un équilibre complexe et évolutif entre les stratégies des acteurs privés, leurs évolutions techniques et logistiques, leur coordination et dispositifs de gouvernance, les comportements des consommateurs et le marché ainsi que les politiques publiques qui les accompagnent¹.

La qualification suppose que le produit soit défini, au-delà de ses caractéristiques propres, par des conditions de production (ou des cahiers des charges), une localisation (délimitation), des coopérations-coordinations entre acteurs des filières et des territoires concernés. Il suppose aussi que le produit soit convenablement valorisé sur les marchés et qu'il puisse s'insérer de manière efficace dans les dispositifs institutionnels et les politiques publiques concernées. Des telles gouvernances sectorielles et territoriales sont étroitement liées à des réglementations et des systèmes de contrôles nationaux et internationaux, qui font l'objet de controverses et de négociations.

Les caractéristiques des produits dépendent d'un grand nombre de facteurs, liés à la fois aux modes de production de la matière première et aux technologies de sa transformation. Ces facteurs revêtent une importance toute particulière dans le cas des produits sous indication géographique dont la protection repose sur un lien fort avec des conditions particulières de production. Ces questions renvoient donc à la fois aux déterminants biotechniques de la qualité de ces produits et à la manière de les mettre en œuvre, de les conforter en les explicitant, et de les faire évoluer en veillant à leur appropriation par l'ensemble des acteurs de la filière.

Pour que ce processus s'inscrive pleinement dans des objectifs de durabilité économique, sociale et environnementale, la recherche a montré d'une part l'importance de déterminations biotechniques et socio-techniques validées entre les conditions de production et la qualité/typicité des produits d'origine et d'autre part que des conditions bio-techniques, socio-techniques et économiques précises doivent être réunies de manière cohérente et coordonnée entre les acteurs économiques et institutionnels concernés (Casabianca, Sylvander et al., 2005).

Le présent projet prend acte d'une évolution sensible de la problématique liée aux IG, sur la base des acquis des recherches précédentes. Les différents travaux convergent en effet d'une part sur l'existence de forts déterminants socio-techniques de la qualité et de la typicité des produits sous Indication Géographique, potentiellement générateurs de valorisation sur les marchés, et d'autre part sur l'idée que *la crédibilité et la légitimité des IG ne sont pas complètement acquises aux yeux des consommateurs-citoyens, en raison d'une insuffisante prise en compte par les IG de leurs externalités* (impacts sur l'environnement et sur le développement rural et territorial, gestion des ressources génétiques).

Dans ce domaine, si plusieurs résultats originaux ont été obtenus durant la dernière décennie, de nombreuses pistes restent néanmoins à explorer. Les travaux effectués jusqu'à présent ont concerné les fromages et, plus récemment, les produits carnés. Sur ces produits, il faut continuer les investigations sur des thèmes en prolongement des précédents (analyse sensorielle, flore microbienne du lait, traçabilité des produits carnés, liens entre connaissances et savoirs, attitudes et

¹ Depuis une dizaine d'années, des réseaux de chercheurs abordent tout ou partie des conditions techniques, économiques et institutionnelles à réunir pour cette qualification. Une abondante littérature en est sortie. Voir les ouvrages collectifs de Arfini et Mora (1998), Sylvander, Barjolles et Arfini (2002), Lagrange (1999).

comportements des consommateurs, crédibilité des politiques publiques) et en initier de nouvelles (sur l'impact environnemental, l'approche des savoir-faire, les interactions cahier des charges – territoires, les apprentissages des consommateurs, l'évaluation générale des politiques publiques reliées à l'origine).

En termes de produits, le projet se propose de porter sur des secteurs plus diversifiés, dont naturellement la vigne et le vin, qui n'ont pas pu être couverts dans le passé. Enfin, l'effort majeur du projet est d'aller vers une intégration plus effective des disciplines à mobiliser (agronomie, zootechnie, microbiologie, biochimie, ethnologie, géographie, génétique des populations, ergonomie, sciences sociales). Ces disciplines se déploient en tant que telles dans chaque Groupe de Tâches².

C. Résultats attendus et leur pertinence du point de vue des relations entre agriculture et développement durable

En termes cognitifs, il s'agit de faire progresser les questionnements propres à chaque discipline sur l'objet de la qualification des produits d'origine dans une perspective générale de durabilité du développement. Nous retenons principalement la description des effets des facteurs de production, connaissance des mécanismes sous-jacents, les relations entre savoir et savoir faire, la compréhension des mécanismes et des effets de la gouvernance, la compréhension des comportements des consommateurs, l'analyse des politiques publiques, afin de faire progresser l'intégration transdisciplinaire à partir des objets étudiés.

En termes opérationnels, le résultat attendu en matière biotechnique est de fournir aux filières d'Appellation d'Origine et d'Indication Géographique des éléments objectifs pour décider de l'évolution de leur cahier des charges et des outils pour favoriser leur mise en place auprès des différents acteurs de la filière. En sciences sociales, les résultats permettront de préciser les conditions à réunir pour une bonne efficacité et une bonne combinaison des gouvernances sectorielles et territoriales des filières sous indications géographiques, dans un contexte où les différentes politiques concernées peuvent apparaître contradictoires en terme de développement durable. Les comparaisons entre filières et entre régions devront faciliter la généralité des résultats et une évaluation des politiques, dans le sens d'une agriculture qui assume sa place, économiquement (valorisation des productions), socialement (ancrage territorial, développement rural et régional) et sur le plan environnemental (minimisation des pollutions, maintien de la biodiversité) dans la perspective du développement durable.

En termes de réseaux et structuration scientifique de la recherche, il s'agit bien d'orienter notre programme de recherche INRA-INAO, commencé en 1993, vers un objet intégré, qui apporte une valeur ajoutée générique au questionnement du développement durable. Sur un tel cas de modèle de développement agricole spécifique, il s'agit en effet autant d'expliquer les mécanismes propres aux IG, que de montrer en quoi la politique volontariste de la profession, associée à une recherche en partenariat, permet à un projet de développement durable de se constituer, de s'amender et de se développer³.

L'originalité de ce projet est donc d'être le lieu du prolongement et du renforcement d'un réseau efficace, qui a fait ses preuves aussi bien dans le domaine scientifique que dans le domaine opérationnel, fondé sur une communauté de chercheurs d'une vingtaine d'unités de recherche (appartenant à huit départements de l'INRA), d'universités et d'organismes extérieurs. L'appartenance des équipes et des chercheurs à plusieurs programmes connexes aux niveaux français et européens évoqués au premier paragraphe, a renforcé ce réseau, dont l'existence est attestée par nombre de séminaires et colloques, et dont les travaux ont été présentés, discutés et publiés. Ce projet a été construit en partenariat étroit avec le monde professionnel et l'INAO avec qui les priorités de recherche ont été définies de façon contradictoire, en lien avec les préoccupations des filières, et en tenant compte de la dynamique de recherche des équipes.

Ce partenariat implique une interdisciplinarité qui est présente au sein de chaque Groupe de Tâches et entre Groupes de Tâches (voir ci dessous) : ainsi par exemple, microbiologie et anthropologie

² Dans la suite, nous préférons le vocable « Groupe de Tâches » (GT) à son équivalent anglais « Workpackage » (WP).

³ En cela, on pourra explorer l'exemplarité du modèle des IG, en prenant en compte l'idée que « *le développement durable ne trouve son espace d'existence intellectuelle que dans l'entre deux ainsi borné, là où la logique de la détermination s'entremêle avec celle de la volonté et du projet* » (Godard et Hubert, 2003).

doivent s'associer au sein du GT1, pour étudier les pratiques (leurs raison d'être, leurs effets, leurs conditions d'efficacité). [Et dans le GT2 aucune alliance entre disciplines ??] De même, si la génétique, en tant que condition de production d'une IG a un effet sur les produits et leur image, des arbitrages en termes de gouvernance sont à faire entre les critères liés à l'économie et ceux liés à la conservation de la race. Ici, l'alliance recherchée (au sein du GT3) se trouve entre la génétique et l'étude socio-économique de la gouvernance et de la gestion de la race. Au niveau de la gouvernance et des politiques publiques (GT3 et GT5), on doit mener de front des investigations en termes de science économique et de sciences politiques (y compris le droit). Enfin, la compréhension du consommateur mobilise l'analyse sensorielle, l'économie du consommateur et les sciences du marketing au sein du GT4.

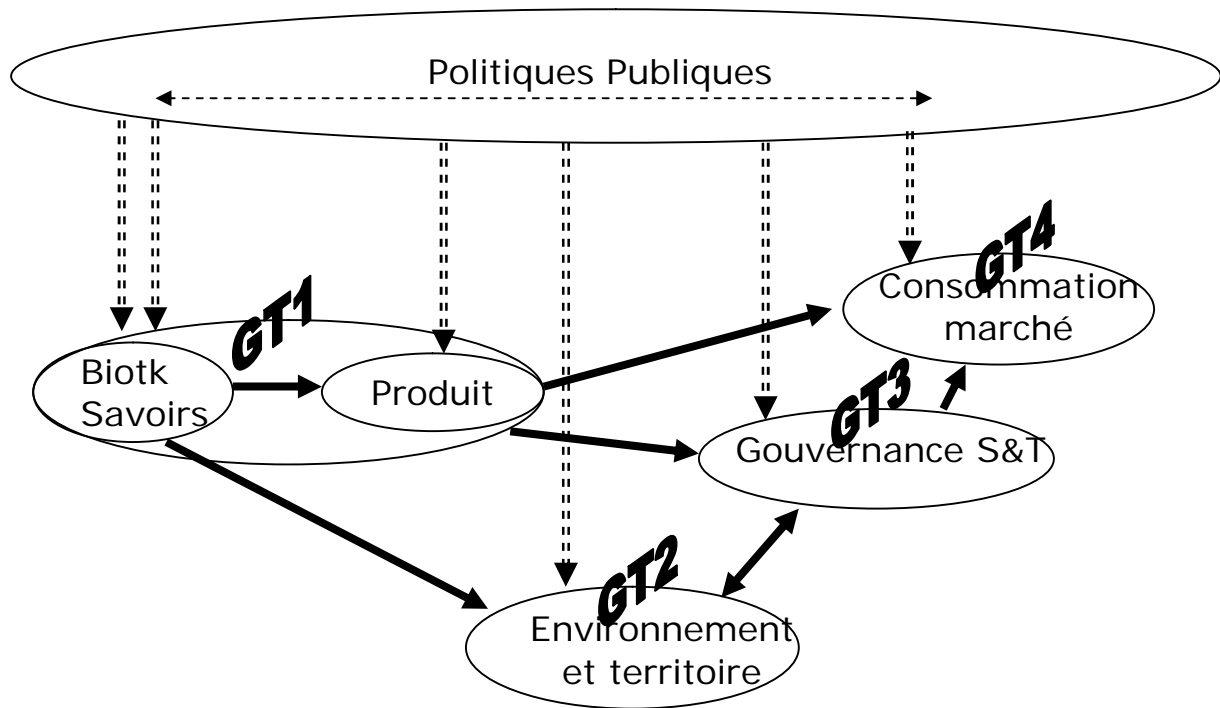
L'interdisciplinarité sera enfin bien sûr indispensable dans l'intégration des travaux et des résultats entre GT. Elle sera focalisée sur la question transversale de la contribution des IG au Développement Durable, qui sera instruite au moyen d'apports théoriques et méthodologiques de la part d'experts invités, lors de la première plénière, par l'élaboration d'indicateurs, par les séminaires inter GT et inter-projets (voir ci dessous).

D. Organisation et conduite du projet :

E1. Organisation générale du projet ;

Le projet se compose de cinq « groupes de tâches » (GT1 à 5) et d'un « 'GT6» spécifique sur l'animation (voir E3)

GT N°	Titre du GT	Responsables	Personnes-mois total	Rapports	Dates de délivrance
1	IG : Savoirs, fondements biotechniques et et integration par les acteurs	J.B. Coulon (n°4*) et F. Casabianca (n°2)	167.5	Rapport 1a intermédiaire Rapport 1 final	18 34
2	Impacts territoriaux et environnementaux des IG	M. Duru (n°1) et T. Link (n° 2)	150	Rapport 2a intermédiaire Rapport 2 final	18 34
3	Actions collectives et valorisation des produits, des territoires et des ressources génétiques liés à une IG	J.M. Touzard (n° 13) et E. Verrier (n° 18)	65.5	Rapport 3a intermédiaire Rapport 3 final	18 34
4	Consommation durable des produits sous IG	G. Giraud (n° 14) et ** (n°12)	46	Rapport 4a intermédiaire Rapport 4 final	18 34
5	Cohérence et impact des politiques intersectoriellessur les IG	A. Smith (n° 16) et B. Sylvander (n°1)	38	Rapport 5a intermédiaire Rapport 5 final	18 34
6	Animation et gestion du projet	B. Sylvander (n° 1) et F. Casabianca (n°2)	12	Note méthodologique Notes d'avancement Synthèses partielles R6, 7, 8 Synthèse 9 et 10	2 7, 16, 22 18 36
TOTAL			479		



4- COLLABORATIONS⁴

- **Partenaire n°1 : SUACI Alpes du Nord**

Partenaire

SUACI Montagne
pour le compte du GIS Alpes du Nord

Adresse du siège :

11 rue métropole
73000 CHAMBERY

Correspondant principal pour le projet :

Agnès HAUWUY
Ingénieur Recherche et Développement

Adresse : SUACI Montagne
11 rue métropole
73000 CHAMBERY

Implication :

- GT1 – Tâche 1 « Savoirs et savoir-faire » action 12
- GT1 - Tâche 2 « Mécanismes et Interactions » - action 21 : participation aux groupes de travail
- GT1 – Tâche 3 : « Intégration par les acteurs » : coordination et réalisation du travail
- GT2 - Tâche 2.1 « Impact territoriaux » : participation à la réalisation et à la formalisation des approches
- GT2 - Tâche 2.2 « Impact environnementaux » : participation à la réalisation.

⁴ partenaires non mentionnés dans la partie 2 et non inscrits dans les tableaux budgétaires de la partie 5 (acteurs n'appartenant pas à des établissements publics de recherche et d'enseignement supérieur français ou européens)

Apports du partenaire :

Dans le cadre de son programme pluriannuel de Recherche et développement, le Groupement d'Intérêt Scientifique des Alpes du Nord dispose d'une expérience solide et reconnue scientifiquement sur les thèmes « conditions de production et qualité des laits et des fromages » d'une part et sur l'approche des impacts territoriaux des filières fromagères des Alpes du Nord, les relations entre les pratiques d'élevage, la biodiversité des couverts végétaux et le paysage d'autre part.. A ce titre, le GIS Alpes du Nord apportera ses compétences et références précédemment acquises sur différentes tâches des GT 1 et 2. En particulier, dans le GT1, dans le cadre du projet actuellement engagé sur les liens entre pratiques des producteurs et composition microbienne des laits, le GIS Alpes du Nord coordonnera la tâche 3 et apportera un terrain d'étude permettant de mettre en évidence les conditions d'intégration de nouveaux référentiels techniques par les producteurs de lait et leur environnement technique. Dans le GT2, le GIS Alpes du Nord se propose :

- de poursuivre l'approche concernant les impacts territoriaux, en cherchant à formaliser la démarche par confrontation avec d'autres terrains (tâche 2.1)
- d'aborder les impacts environnementaux (biodiversité), en proposant un terrain spécifique sur les Alpes du Nord (tâche 2.2)
- d'assurer sur un même terrain une intégration entre les points de vue territoriaux et environnementaux.
- De développer ce travail en relation avec les acteurs du développement agricole, des filières de produit et de l'environnement.

Références bibliographiques

HAUWUY A, FLEURY PH, POCCARD P, 2005. Une agriculture s'appuyant sur la biodiversité des écosystèmes prairiaux et microbiens : l'exemple des zones de montagne des Alpes du Nord, avec des systèmes laitiers destinés à la production de fromages typés. Conférence Internationale Biodiversité : Science et gouvernance. Paris, 24-28 janvier 2005.

FLEURY Ph., (à paraître 2005). Biodiversité : atout et/ou contrainte de développement pour l'agriculture des Alpes du Nord. Communication Académie d'Agriculture, séance du 23 mars 2005, compte-rendu à paraître, 9p.

LARRERE R. et FLEURY Ph., 2004. Malentendus, incompréhensions et accords dans la gestion de la biodiversité. *Fourrages*, N° 179, 307-318.

PETIT S., VANSTEELANT J.Y., PLAIGE V, FLEURY PH., 2004. Les typologie de prairies, d'un outil agronomique à un objet de médiation entre agriculture et environnement.. *Fourrages*, N° 179, 369-382.

GUISEPELLI E., 2001. *Le paysage comme objet et outil de négociation des actions de développement dans les Alpes du Nord*. Thèse de Doctorat en Géographie humaine, Université Paris I, UMR: LADYSS/CNRS. Direction de thèse: Yves Luginbühl, 2t., 551 p. +annexes.

PAUS M, 2001. Evaluation de l'impact territorial d'une filière AOC : contribution à la mise en place d'une méthodologie. Mémoire DEA, INAPG, 56 pp.

MICHEL V, 2005. Pratiques des producteurs et flores microbiennes des laits crus. Symposium INRA PSDR, Territoires et enjeux de développement régional. 9-11 mars 2005.

HAUWUY A, BALLOT N, 2004. Caractéristiques sensorielles des fromages : quelles influences des conditions de production du lait ? Document Technique. GIS Alpes du Nord – Pôle Fromager AOC Massif Central. 76 p.

- **Partenaire n°2 - ITFF (Institut Technique Français des Fromages)**

ITFF (Institut Technique Français des Fromages)

Adresse du siège :

419, route des champs laitiers

BP 30

74801 LA ROCHE-SUR-FORON CEDEX

Correspondant principal du projet :

Jean-François CHAMBA

Docteur, Délégué Régional, Technologie et Microbiologie Fromagère

Adresse : ITFF
 419, route des Champs Laitiers
 BP 30
 74801 LA ROCHE-SUR-FORON CEDEX

Implication

Projet PRODIG – GT1 – Tâche 1 « Savoirs et savoir-faire » action 12 – et Tâche 2
 « Mécanismes et Interactions » - action 21

Apports du partenaire :

Depuis 1967, l'Institut Technique Français des Fromages, Centre technique interprofessionnel, a développé un savoir-faire dans la filière fromagère depuis la collecte du lait, sa transformation en fromages, jusqu'au conditionnement, ainsi que dans l'évaluation instrumentale et sensorielle de leurs qualités. Implantée à La Roche-sur-Foron (Haute Savoie), la délégation régionale sud assure aux producteurs fermiers et aux entreprises fromagères, principalement en région Rhône-Alpes, de nombreux services personnalisés ou collectifs. Dans le domaine de recherche, développement, ses principales compétences portent sur la technologie et la microbiologie fromagère. Au cours de ces dernières années, nous avons développé une démarche de préservation et de valorisation de la ressource biologique microbienne et des savoirs-faire attachés au sein de Résomil et en lien avec le BRG. Ces programmes sont réalisés à la demande des organisations interprofessionnelles (Syndicats fromagers, ARILAIT, CNIEL). Ils sont généralement conduits en collaboration avec d'autres centres techniques (ACTIA, ACTA), des équipes de l'INRA ou de l'Université comme dans le GIS Alpes du Nord et aussi avec des équipes européennes.

Références bibliographiques

- CHAMBA J.F., 2000. L'emmental, un écosystème complexe. Conséquences sur la sélection et l'utilisation des ferments. *Sciences des Aliments*, 20, 37-54.
- MICHEL V., HAUWUY A., CHAMBA J.F., 2001. La flore microbienne de laits crus de vache : diversité et influence des conditions de production. *Lait*, 81, 575-592.
- BUGAUD C., BUCHIN S., NOEL Y., TESSIER L., POCHE S., MARTIN B., CHAMBA J.F., 2001. Relationships between Abundance cheese texture, its composition and that of milk produced by cows grazing different types of pastures. *Lait*, 81, 593-607.
- GNÄDIG S., CHAMBA J.F., PÉRREARD E., CHAPPAZ S., CHARDIGNY J.M., RICKERT R., STEINHART H., SEBEDIO J.L., 2004. Influence of manufacturing conditions on the conjugated linoleic acid content and the isomer composition in ripened French Emmental cheese. *J. of Dairy Res.*, 71, 367-371.
- CHAMBA J.F., BEAL C., DELBES C., MONTEL M.C., PANOFF J.M., THAMMAVONGS B., THOMAS A., 2005. Sauvegarde de *consortia* microbiens fromagers : Mise au point de méthodes de conservation *ex situ* à long terme. *Conservation ex situ de consortia microbiens fromagers. Annales 5^{ème} colloque du BRG (sous presse)*.
- LE BOURHIS A.G., SAUNIER K., DORE J., CARLIER J.P., CHAMBA J.F., POPOFF M.R., THOLOZAN J.L., 2005. Development and validation of PCR primers to assess the diversity of *Clostridium spp.* in cheese by temporal temperature gradient gel electrophoresis. *Appl. and Environ. Microb.*, jan., 29-38.